

Par e-mail : [https://www.lemonde.fr/international/article/2023/07/03/pacte-vert-europeen-de-plus-en-plus-de-chefs-d-etat-et-de-gouvernement-pronent-une-pause-reglementaire\\_6180277\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/07/03/pacte-vert-europeen-de-plus-en-plus-de-chefs-d-etat-et-de-gouvernement-pronent-une-pause-reglementaire_6180277_3210.html)

## **Pacte vert européen : de plus en plus de chefs d'Etat et de gouvernement prônent une pause réglementaire**

**A l'approche des élections de 2024, des dirigeants de l'UE appellent à tenir compte des défis économiques et sociaux nés de l'attaque de la Russie contre l'Ukraine, notamment la sécurité alimentaire ou le coût de la vie.**

Par Virginie Malingre (Bruxelles, bureau européen)

Publié le 03 juillet 2023

Pour Ursula von der Leyen, l'affaire est complexe. Alors que la présidente de la Commission européenne a fait du Pacte vert l'une des priorités de son mandat, elle doit aujourd'hui affronter une levée de boucliers des conservateurs du Parti populaire européen (PPE), dont l'ancienne ministre d'Angela Merkel est issue. Ils contestent en effet de plus en plus ouvertement les mérites de cette politique. A l'approche des élections européennes, prévues en juin 2024, [l'Allemande, qui pourrait briguer un deuxième mandat](#) et qui aura, pour cela, besoin du soutien de son camp, marche sur des œufs.

Jeudi 29 juin, les chefs d'Etat et de gouvernement européens de droite – Nikos Christodoulides (Chypre), Krisjanis Karins (Lettonie), Ulf Kristersson (Suède), Kyriakos Mitsotakis (Grèce), Karl Nehammer (Autriche), Petteri Orpo (Finlande), Andrej Plenkovic (Croatie) et Leo Varadkar (Irlande) –, qui se réunissaient à Bruxelles avant de se rendre à un Conseil européen, ont tous approuvé une déclaration du PPE qui demande « *une pause réglementaire* » au niveau européen, en particulier sur le Pacte vert. Le texte appelle les institutions à « *tenir compte des nouvelles réalités économiques et sociales après l'attaque de la Russie* » contre l'Ukraine.

Ursula von der Leyen, qui, comme à chaque fois, assistait à cette rencontre, n'est pas intervenue dans le débat. Elle a choisi de garder le silence. Plusieurs dirigeants, dont MM. Plenkovic, Varadkar et Karins, ont néanmoins souligné que, en attaquant le Pacte vert, il fallait prendre garde à ne pas « *fragiliser* » la présidente de la Commission, qui pourrait permettre au PPE de garder la tête de l'exécutif communautaire après les élections européennes.

De fait, sur les questions environnementales, le PPE a toujours évité, jusqu'ici, de s'en prendre directement à Ursula von der Leyen, qui a pourtant fait du Pacte vert une pièce maîtresse de son action en Europe. Il préfère stigmatiser Frans Timmermans, le vice-président de la Commission chargé du Pacte vert, issu pour sa part des rangs sociaux-démocrates. Le PPE ne rate jamais une occasion de rappeler que le directeur de cabinet du commissaire néerlandais est un ancien de Greenpeace.

## Mue radicale du PPE

Dans l'entourage d'Ursula von der Leyen, on souligne qu'elle est tenue d'assister aux présommes du PPE en tant que présidente de la Commission. Mais qu'en aucun cas elle ne participe à la rédaction des conclusions. « *C'est un peu hypocrite* », répond un cadre du PPE. Interrogée par *Le Monde* sur le sujet, Ursula von der Leyen répond qu'elle « *écoute bien entendu les voix de ceux qui doivent mettre en œuvre la législation dans leur entreprise ou leur ferme* », précisant : « *Ma position est bien connue : réglementation environnementale et compétitivité ou agriculture peuvent aller main dans la main.* »

Ces derniers mois, au Parlement européen, où il représente la première force politique, le PPE a opéré une mue radicale. Après avoir soutenu une trentaine de textes du Pacte vert d'Ursula von der Leyen – notamment ceux qui doivent permettre à l'Union européenne de s'acheminer vers la neutralité climatique en 2050 –, il se livre désormais, au côté de l'extrême droite, à une guerre sans merci contre deux projets de loi emblématiques de son volet environnemental : ceux sur la restauration de la nature et sur la réduction de l'usage des pesticides.

Le président du groupe politique au sein de l'assemblée législative, qui est aussi le président du PPE, Manfred Weber, argue qu'ils menacent la production agricole, compromettent la sécurité alimentaire et font encore monter le coût de la vie. Entre la guerre en Ukraine et l'inflation, poursuit le Bavarois de la CSU, il y a urgence à faire une pause. La récession en Allemagne n'arrange pas les choses, ajoute-t-il. Le fait que la CDU-CSU soit désormais dans l'opposition à Berlin n'aide sans doute pas non plus.

Pour l'heure, l'avenir du projet de loi sur la restauration de la nature est compromis, alors que trois commissions parlementaires (environnement, agriculture et pêche) l'ont rejeté. Son sort sera scellé lors de la séance plénière du Parlement qui se tiendra à Strasbourg au mois de juillet (ou en septembre).

## Des dirigeants libéraux expriment aussi leurs doutes

Dans ce contexte, l'eurodéputé socialiste espagnol César Luena a interpellé la présidente de la Commission européenne, le 27 juin, lui demandant de se positionner clairement sur le sujet. « *Son groupe politique se retire du Pacte vert. Elle n'a encore rien dit. Ursula von der Leyen, vous devez réagir* », a-t-il déclaré. A ce stade, cette dernière n'a pas répondu. Frans Timmermans a néanmoins jugé utile de le faire « *en son nom et sous son contrôle* », le 28 juin, en apportant une nouvelle fois son soutien au projet de loi sur la restauration de la nature.

Jusqu'à une date récente, seuls les chefs d'Etat et de gouvernement de certains pays d'Europe de l'Est, aux économies très carbonées, disaient leurs réticences. Il y a peu, on a vu des dirigeants libéraux également exprimer leurs doutes.

Le président français, Emmanuel Macron, a lui aussi demandé une « *pause réglementaire* » après 2024, exaspérant une partie de ses troupes. Alexander De Croo, le premier ministre belge, a suivi : « *Il faut éviter (...) de surcharger la barque, en ajoutant aux objectifs d'émissions de CO2 de nouvelles normes* », notamment « *dans le domaine de la biodiversité. Je demande qu'on appuie sur le bouton pause, sauf pour le CO2* ».

Aux Pays-Bas, Mark Rutte ne s'est pas exprimé aussi clairement. Mais le succès du « parti des agriculteurs », un mouvement anti-Pacte vert qui, en mars, a opéré une véritable percée aux élections régionales, amène le premier ministre à prôner une certaine prudence. A un an des élections européennes, le sujet n'a pas fini d'animer les débats politiques.

Virginie Malingre(Bruxelles, bureau européen)